

Pour en finir avec le chaos monétaire et commercial international

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

LES DEREGLEMENTS MONETAIRES sont partout et toujours la source de tous les autres dans quelque domaine que ce soit, comme l'a fait remarquer Patrick Artus. Depuis que l'ordre monétaire très relatif issu des accords de Bretton Woods (1944) a été cassé par le président Richard Nixon en 1971, ces dérèglements ne profitent qu'aux États-Unis qui, jouissant du privilège d'émission sans limite de la monnaie mondiale, peuvent enregistrer année après année des déficits budgétaires, commerciaux et de balance des paiements grandissants dont ils transfèrent mécaniquement le financement et le risque de change au reste du monde, tout en encaissant pour eux-mêmes des recettes de seigneurage considérables.

C'est ce que l'on qualifie de l'énigmatique euphémisme d'"asymétrie monétaire internationale".

Les États-Unis disposent ainsi d'une liquidité massive rémunérée sur la base de taux d'intérêt dérisoires et de la possibilité de financer leurs marchés d'actions et d'obligations avec l'argent du reste du monde et d'acheter la plupart des biens à crédit. Ils s'assurent ainsi des niveaux de croissance économique, d'emploi et de consommation toujours supérieurs à ceux des autres pays du monde. Cela leur permet de mener de la sorte une action unilatérale en s'affranchissant des règles internationales dans la plupart des domaines de la coopération internationale (de la violation de la Charte des Nations unies à celle des règles de l'Organisation mondiale du commerce, en passant par tous les autres aspects les plus significatifs et critiquables de leur hyper-puissance impériale). Leur exception monétaire étant la base même de leur exception politique. Ce n'est pas faire de l'anti-américanisme primaire que de dresser ce constat qui ressort uniquement de la stricte vérité.

Dérèglements monétaires...

Sans réduire ces dérèglements monétaires, la mondialisation actuelle, qui n'est évidemment pas libérale mais tout simplement monopolistique, se poursuivra au profit principal des États-Unis et de quelques entreprises transnationales américaines pour la plupart. Bien plus, le monde ne pourra pas retrouver une croissance économique réelle et forte, équitablement partagée entre les États-nations comme à l'intérieur d'eux-mêmes, dans un environnement de liberté au plan individuel, et de démocratie au plan collectif. Le libre-échange intégral mondialisé, dont l'un des résultats est "d'enrichir les riches des pays pauvres au détriment des pauvres des pays riches" (Alan Walters), restera faussé par les fluctuations erratiques des monnaies comme par les politiques monétaires mises en place par les banques centrales américaine et asiatiques pour se réserver les bénéfices des flux financiers et des échanges commerciaux internationaux, au détriment de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, de la Russie, de l'Amérique latine, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Victimes de ces manipulations monétaires et commerciales, auxquelles elles ne pourront pas s'opposer tant que dureront les taux de change flottants, ces zones seront de plus en plus marginalisées, servant seulement de variables d'ajustement. Or comme l'a démontré le prix Nobel Robert Mundell avec son "triangle d'incompatibilité", la combinaison du libre-échange des biens est impossible avec la liberté totale des mouvements de capitaux et des taux de change flottants déterminés par le marché. Sans possibilité de réguler ni la monnaie ni les échanges commerciaux, le monde vit donc dans l'anarchie monétaire et commerciale.

Le privilège exorbitant du dollar a permis aux États-Unis de vivre constamment au dessus de leurs moyens puisqu'il constitue pour eux un instrument de crédit inépuisable, mais il leur a en outre donné le pouvoir d'imposer le "consensus de Washington". Appliquée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, dont les États-Unis détiennent les leviers de commande, cette politique a été dénoncée par le prix Nobel Joseph Stiglitz : elle vise à libéraliser les flux financiers internationaux et à faire subir aux pays

émergents des " ajustements structurels " qui ont pour résultat de casser leurs équilibres internes, sans réduire leur endettement, lequel, en réalité ne fait que croître par suite de la sous-utilisation systématique de leurs ressources économiques, orientées vers la seule exportation. Le consensus de Washington maintient donc ces pays sans monnaie dans une dépendance néo-coloniale vis-à-vis de la " République impériale " et des institutions financières internationales, par suite de divers processus de dépendance financière comme de l'échange inégal (les pays sans monnaies ne pouvant commercer et s'endetter que dans une autre monnaie que la leur).

...et commerciaux

Alors que le libre-échange équitable ne peut s'appliquer que dans la stabilité monétaire entre des pays proches adhérant à la même règle du jeu, le monde vit dans le domaine commercial des dérèglements comparables à ceux existant dans la sphère monétaire. Tous les équilibres sont détruits par la mise en concurrence ouverte des pays du tiers-monde et émergents aux monnaies faibles $\frac{3}{4}$ dans lesquels le coût du travail et autres facteurs de production sont très bas du fait d'une démographie galopante et d'une protection sociale quasi inexistante $\frac{3}{4}$, avec des pays développés aux monnaies plus fortes $\frac{3}{4}$ dans lesquels le coût du travail et autres facteurs de production sont très élevés par suite d'une forte protection sociale et de la généralisation de l'État-providence. Ceci est d'autant plus vrai que les transferts de capitaux et de technologie, au moment même où les techniques de communication et de l'information ne connaissent plus de barrières, permettent à n'importe quel produit d'être aujourd'hui fabriqué et vendu avec la même efficacité dans le monde entier.

De l'" avantage comparatif " aux désavantages définitifs, la spécialisation à outrance et la quasi suppression des droits de douane n'ont fait que fragiliser la majorité des pays du tiers-monde et émergents. Non seulement la très grande pauvreté ne régresse pas, mais le niveau de vie dans les pays les plus développés baisse, par suite de la délocalisation de pans entiers de leurs industries, de la réduction des salaires réels des ouvriers et des employés comme du recul de la protection sociale, organisés pour maintenir leur compétitivité internationale, avant que leur agriculture et leurs paysans ne subissent le même sort. À cet égard, la renonciation à la préférence communautaire et au tarif extérieur commun en Europe n'a eu que des effets négatifs sur son économie et le bien être de ses peuples.

Depuis les années 1970, deux forces contradictoires sont à l'œuvre dans l'économie mondiale : un laxisme monétaire grandissant d'inspiration keynésienne, de nature inflationniste, résultant de la cassure du système monétaire international jusqu'alors organisé autour des taux de change fixes et de la convertibilité du dollar en or, et un libre-échange de plus en plus intégral et mondialisé, de nature déflationniste, résultant de l'extension au monde entier du modèle américain d'économie sans frontières ni écluses d'aucune sorte, imposé par quelques entreprises transnationales monopolistiques à la recherche de marchés et de profits toujours plus étendus. Depuis quelques années la dérive inflationniste, longtemps dominante, est en train d'être submergée par la vague déflationniste : la gigantesque surproduction bon marché des pays émergents ne peut plus être absorbée par les consommateurs des pays développés qu'au prix de la création massive de facilités monétaires artificielles. Au lieu de corriger les effets pervers du " système monétaire " actuel et du libre-échange non maîtrisé, la plupart des États-nations et leurs banques centrales manipulent leurs monnaies. Ce qu'ils peuvent faire puisqu'ils ne sont plus tenus à aucune discipline et que la création monétaire ne résulte plus que de leur bon vouloir.

Dans un passé récent, pour contrer la dérive inflationniste, la plupart des banques centrales ont mené des politiques d'inspiration monétariste consistant à limiter le plus possible la création monétaire et à maintenir des taux d'intérêts élevés, pour entretenir la surévaluation de leurs monnaies et attirer les capitaux flottants. Ceci a provoqué un ralentissement économique général, et un chômage massif.

Depuis quelques années, pour contrer la vague déflationniste, la plupart des banques centrales mènent des politiques d'illusion monétaire par la création toujours plus massive de liquidités et de crédit non gagée sur un référentiel fixe, tangible et impartial, visant à maintenir la sous-évaluation de leurs monnaies (pour s'assurer des avantages commerciaux) et à entretenir une bulle des actifs financiers (pour conforter le pouvoir d'achat des agents économiques les plus riches).

Conduisant à une gigantesque " trappe à liquidités ", le laxisme monétaire n'a pas corrigé le chômage massif mais a créé une économie-bulle dont l'éclatement final ne pourra être maîtrisé que par l'organisation d'une nouvelle inflation (Alain Cotta). Il n'a eu comme résultats que de provoquer le recours massif à l'endettement, d'induire la perte constante de pouvoir d'achat des principales monnaies, de générer une masse énorme d'investissements non compétitifs, d'accroître la volatilité des actifs financiers et d'augmenter les risques systémiques des structures bancaires puisqu'il n'existe plus de prêteur en dernier ressort crédible (Pascal Blanqué). C'est donc le dirigisme monétaire et ses politiques d'illusion qu'il faut combattre.

Une zone euro sans guide

C'est hélas dans la voie opposée que les États se sont engagés. En créant l'euro, les Européens n'ont pas cherché l'efficacité monétaire ou économique, mais poursuivi un objectif politique : rendre irréversible l'intégration institutionnelle de leur continent. En réalité, ils ne sont parvenus qu'à consolider davantage l'hégémonie du dollar : depuis la création de l'euro, les réserves de change en dollars des banques centrales, en particulier asiatiques, n'ont cessé d'augmenter. L'émission de dettes libellées en euros du fait de l'excédent structurel de la balance des paiements de ses participants est insuffisante. Le commerce international des matières premières, en particulier du pétrole, s'effectue toujours en dollars... Dans ce contexte, l'euro ne pourra jamais devenir une monnaie de réserve internationale.

Et les contraintes supplémentaires que se sont imposées les Européens (nées des traités de Maastricht et d'Amsterdam), à l'image du pacte dit " de stabilité et de croissance " qualifié de " stupide " par Romano Prodi, sont en passe de les déstabiliser totalement et de tuer leur croissance économique. Quant au seul bénéfice apparent de l'euro : l'impossibilité de dévaluations compétitives entre les monnaies nationales européennes, rien ne permet de conclure qu'il constitue, dans un contexte international de taux de change flottants, un avantage par rapport à la possibilité d'ajustement des taux de change que permettait le Système monétaire européen.

La création de la monnaie unique européenne a en outre conduit à l'impunité et à l'irresponsabilité des États, qui ne sont plus sanctionnés par les marchés en matière de déficit budgétaire et d'endettement public, comme à toutes sortes de distorsions puisqu'elle a été instituée dans une zone monétaire non optimale. Une zone euro sans guide, alors que l'élargissement européen à l'Est et au Sud est en train de se mettre en place, n'apportera que des désastres. L'Europe doit prendre les moyens de ne plus constituer la variable d'ajustement du pacte américano-asiatique, faute de quoi elle restera une zone de faible croissance dont la sur-évaluation monétaire la videra de ses ressorts économiques. Elle doit adopter son propre modèle de stabilité monétaire et commerciale afin de recouvrer tous les moyens de sa souveraineté réelle et de sa prospérité. Comme l'écrit Pierre-Antoine Delhommais, c'est parce que l'Amérique est forte que le dollar baisse et c'est parce que l'Europe est faible que l'euro monte !

La solution : une monnaie commune

Pour sortir de la déflation en faisant l'économie d'une nouvelle inflation, il importe de rétablir les grands équilibres monétaires et commerciaux internationaux. Comment ?

En mettant un terme à l'exception monétaire américaine et en enlevant aux États-nations comme aux banques centrales le pouvoir de création (et donc de manipulation) monétaire, par l'instauration de mécanismes automatiques de stabilité ³/₄ ainsi que le proposait Jacques Rueff.

En mettant un terme au modèle de libre-échange intégral mondialisé et en enlevant aux entreprises transnationales leur pouvoir monopolistique, par l'instauration d'un libre-échange régionalisé à l'échelle du monde entre plusieurs zones commerciales raisonnablement protégées les unes par rapport aux autres ³/₄ ainsi que le propose le prix Nobel Maurice Allais.

Jacques Riboud l'a noté justement : " Aucun système monétaire ne résistera s'il n'est pas doté d'un étalon de référence apolitique, impartial, tangible et immuable, indépendant du temps et du lieu. " Le vrai libéralisme consiste à se fixer des règles, pas à s'en affranchir. Sans ordre monétaire et sans ordre commercial, le développement des nations et la prospérité des peuples ne seront pas assurés. Ainsi que le constatent Michel Aglietta et Sandra Moatti, il n'y aura pas d'ordre international juste tant que la principale puissance du monde n'introduira pas dans son action monétaire, économique et politique les principes d'équilibre et de limitation de son propre pouvoir permettant de l'orienter dans un sens coopératif. Et tant qu'une monnaie nationale sera utilisée comme monnaie mondiale, ce qui empêche cette monnaie tout à la fois de remplir correctement son rôle national mais surtout son rôle international. En effet, la Réserve fédérale américaine conduit tout normalement une politique monétaire conforme aux seuls intérêts américains. Le prix Nobel Robert Mundell remarquait récemment qu'il faut créer une monnaie mondiale commune et non pas unique qui, tout en laissant subsister les monnaies nationales actuelles, permettrait de mettre un terme à l'instabilité monétaire, aux manipulations des taux de change et à l'anarchie commerciale. Plusieurs alternatives existent pour aboutir à cet objectif.

Comme l'a écrit Raymond Aron : " Lorsque la monnaie cesse d'être un bien réel ou de se référer à un bien réel, elle devient un bon d'achat peu discernable du crédit . " On doit donc revenir aux taux de change fixes autour d'un étalon qui soit un bien réel pour en finir avec la fausse monnaie. Il suffit pour ce faire de mobiliser les réserves d'or des banques centrales et du Fonds monétaire international, de revaloriser massivement le prix de l'or et de procéder à une réforme du système monétaire international par l'instauration pure et simple de l'étalon-or tel qu'il existait avant la Première Guerre mondiale, et non pas de " sa caricature grotesque " c'est-à-dire l'étalon de change-or créé lors de la conférence de Gênes de 1922. Les monnaies nationales, dorénavant définies par un poids fixe en or et convertibles en or ne pourraient plus être manipulées. Elles pourraient enfin remplir les trois fonctions que toute vraie monnaie doit satisfaire : mesure objective de la valeur, intermédiaire neutre des échanges et réserve tangible de valeur.

L'étalon-or permet par ailleurs d'éviter toute création de " faux droits " et d'empêcher les déséquilibres de balances des paiements ; en assurant ainsi le maintien du pouvoir d'achat, il conduirait à la constitution d'une épargne stable, sans laquelle le financement de la protection sociale et des retraites ne pourra pas être assuré à long terme.

Les peuples ont été désinformés sur la question monétaire : l'étalon-or, chargé à tort de tous les péchés n'est pas une vieille lune ; mais au contraire, comme je l'ai expliqué , la solution d'avenir à la condition de savoir le faire fonctionner. Au lieu de se diriger vers cette solution de bon sens, les banques centrales, sous la pression des hommes politiques prêts à sacrifier les derniers actifs tangibles qu'elles détiennent, ont

commencé à vendre leurs stocks d'or pour financer les dépenses courantes des États. Nul doute qu'elles s'en dessaisiront de plus en plus vite et de plus en plus massivement, puisque ces dépenses sont en progression exponentielle. C'est lorsque leurs stocks seront au plus bas que l'or montera vers des sommets jamais atteints et que des initiatives privées le réintégreront alors sous une forme ou sous une autre dans le système monétaire international.

Jean-Paul Betbèze l'a fait remarquer : il est inadmissible que les pays asiatiques (Japon, Chine, Corée du Sud, Taiwan, etc.) subventionnent dans des proportions extravagantes leurs exportations par leurs interventions massives sur les marchés des changes et par la dévaluation systématique de leurs monnaies nationales en toute impunité ; ce faisant, ils assurent le financement à coût zéro des déficits abyssaux américains qui représentent une ponction intolérable des liquidités internationales (75 % selon Jean-Pierre Robin) et que les États-Unis ne font rien pour réduire.

L'Europe, mais aussi tous les autres pays du monde, subissent à leur détriment les manipulations américano-asiatiques : ils doivent réagir. Comme le suggère Henri Bourguinat, l'Union européenne devrait exiger la réunion d'une session spéciale du G 8 élargi à la Chine pour traiter ces questions au plus haut niveau. Pour le cas où elle ne pourrait pas faire cesser ces pratiques déloyales, elle devrait mettre en œuvre une politique de gestion active de l'euro lui permettant de le faire baisser vis-à-vis du dollar et des principales monnaies asiatiques à un niveau optimum pour ses équilibres intérieurs et extérieurs. Il lui suffit pour cela de ramener ses taux d'intérêt à court terme au même niveau que celui des taux courts américains (actuellement deux fois moins élevés). Et d'imprimer autant d'euros que nécessaire pour intervenir sur les marchés des changes, à la condition de placer la masse de liquidités qui en résulterait en achetant de l'or sur les marchés de manière à ne pas provoquer une inflation indésirable.

Cette reconstitution de ses réserves d'or lui permettrait ultérieurement de procéder à l'instauration unilatérale de l'euro-or, déjà vainement préconisée par le prix Nobel Robert Mundell en 2000, pour le cas où les États-Unis et les pays asiatiques ne voudraient pas satisfaire ses légitimes revendications. En adoptant l'étalon-or, la zone euro n'accepterait plus que de l'or en paiement de ses excédents de balance des paiements ; cela obligerait évidemment tous les autres pays du monde à faire de même pour leurs propres monnaies sauf à ne plus pouvoir commercer avec l'Europe par suite d'un manque d'or. Ce à quoi ne pouvant évidemment jamais se résoudre, ils devront adopter eux-aussi l'étalon-or.

Vers les monnaies privées ?

Si rien n'est entrepris et puisque les banques centrales gèrent si mal les monnaies nationales, les banques commerciales et de gestion de fortune privées s'orienteront tôt ou tard, ainsi que le prévoyait le prix Nobel Friedrich von Hayek, vers la création de monnaies privées. Non pas en créant un nouvel instrument ex nihilo, mais en se basant plus vraisemblablement sur les principales monnaies du monde. Dans ce domaine la réflexion est bien avancée. Ainsi, Jacques Riboud, le fondateur du Centre Jouffroy pour la réflexion monétaire, a par exemple proposé la création d'un New Bancor, une monnaie privée extra-nationale composite, émise par une association bancaire privée (sur le modèle de celle émettant l'écu privé qui a existé avant la création de l'euro). Monnaie qui serait constituée d'un demi-euro plus un demi-dollar, chacun multiplié par le coefficient de variation de l'indice des prix aux États-Unis et dans la zone euro. Cette nouvelle unité de compte, ainsi dotée d'un pouvoir d'achat constant échapperait de facto aux manipulations étatiques, et se rajouterait aux monnaies nationales mais ne servirait que pour les échanges internationaux.

En rejetant l'euro en Suède, et en refusant l'Organisation mondiale du commerce à Cancun, les peuples montrent qu'ils ont compris l'avertissement de Jacques Rueff : " Exigez l'ordre financier ou acceptez

l'esclavage ! " que nous pourrions aujourd'hui compléter par une autre exhortation : Exigez l'ordre commercial ou acceptez la pauvreté ! Les dérèglements monétaires actuels offrent pourtant l'opportunité unique pour les Européens de sortir du piège de l'euro par le haut, c'est-à-dire en instaurant sa convertibilité en or, mais aussi d'en finir avec le chaos monétaire et commercial international en contraignant par leur décision unilatérale les États-Unis à mettre un terme à leur hégémonie politico-monétaire et les pays asiatiques à renoncer à leur hégémonie commerciale prochaine. Ne pas la saisir ne constituerait pas seulement une grande erreur économique, mais surtout une faute géopolitique majeure : l'Europe accepterait alors sa sortie progressive de l'histoire au bénéfice d'un monde bipolaire basé sur une cogestion américano-chinoise, avec la bienveillante participation du Japon. Européens, n'ayez pas peur ! Agissez, pendant que vous le pouvez encore.

P. L.